

Contre les logiques libérales : au-delà de l'affaire DSK¹

Il était une fois une femme de chambre d'origine africaine qui servait dans un luxueux hôtel new-yorkais. Point. Ou presque. Points de suspensions au moins... Elle s'appelle Nafissatou. Est mère célibataire et vit chichement. Elle faisait bien son boulot dans l'ombre dont elle est sortie voici quelques semaines. Dramatiquement. Elle accuse Dominique Strauss-Kahn de l'avoir contrainte à des relations sexuelles non-consenties. Et pour l'heure reste en coulisses. Loin des flashes et des caméras. Pour son bien ? Peut-être. De toute manière, le principal personnage dans cet étrange et sinistre mélo, c'est l'ex-directeur général du Fonds monétaire international, appelé à surjouer son rôle par les médias. Sans doute à son corps défendant (si l'on ose dire). Mais assurément pour le plus grand profit – à tous les sens du terme - des avocats de la défense, qui, déjà, et avec l'aide de nombreux journaux et magazines ont mis en scène sa chute pour en faire une sorte de chemin de croix. Une tragédie quasi christique.

Bon, c'est entendu, DSK est et reste « présumé innocent ». Et Nafissatou est donc « présumée victime ». Ce qui ne justifie apparemment pas que l'on s'attarde sur sa présumée souffrance. Pensez, une femme de ménage. Les mots, les analyses, les témoignages souvent grotesques des amis, cela a été réservé au sujet de l'affaire. Et le sujet, c'est la star, déchue quoi qu'il arrive demain. Mais tout de même, il était bien parti pour présider l'Hexagone...

Passé l'émoi et les ricanements, l'heure a vite été aux supputations. Aux jeux de pouvoirs et de couloirs. Nécessairement et comme toujours opaques, trop importants pour concerner les « citoyens et citoyennes ». Les pairs de M. Strauss-Kahn, au FMI et dans les officines de la mondialisation globalisante comme au PS français, ont vite repris la main et, loin des spots, réécrit fissa les scénarii qui les arrangent. Exit DSK. Requiescat in pace.

La « candidate idéale »

Alors, donc, le FMI... Là, le suspense ne fut pas haletant. Le temps d'un G8, ce consistait des potentats de l'Occident libéral, la candidature de la ministre française des Finances Christine Lagarde, était confirmée. L'impétrante se voyait adoubée par l'Europe, les Etats-Unis et, paraît-il, la plupart des pays dits émergents. Autant dire que les carottes sont cuites. Mais cette cuisine est indigeste à plus d'un titre.

Il y a d'abord la réaffirmation des grandes puissances de resserrer les liens au moment où leur leadership est malmené par la crise mondiale du système qu'ils défendent bec et ongles. Il y a ensuite ce que signifie ce passage de témoin entre deux ténors de la politique française, entre celui qui prétendait réconcilier les gauches du monde avec la mondialisation et la préférée des marchés. Voilà qu'il apparaît que M. Strauss-Kahn et Mme Lagarde, les « sensibilités » qu'ils incarnent sont en fait tout simplement interchangeables. Puisque celui-là, le social-libéral qui avait fait du FMI un acteur central d'une Europe à la dérive, de la Lettonie au Portugal, de la Hongrie à l'Irlande ou à la Grèce, cède le témoin à une ultralibérale sous les acclamations du jury. Peut-être est-ce le moment de rappeler que celui – Sarkozy - qui appela Mme Lagarde aux manettes de l'économie française est aussi l'homme qui a amené DSK aux commandes du FMI ?

Le président de l'eurogroupe, le Luxembourgeois Jean-Claude Juncker avait appuyé le champion de Sarko. Tout naturellement, il voit en Mme Lagarde la « candidate idéale » qui a aussi les faveurs de la chancelière allemande, du Premier ministre britannique, du président de la Commission européenne et du président du Conseil européen, le Belge Van Rompuy. N'en jetez plus. La coupe est pleine avec l'appui des dirigeants étatsuniens. Le changement s'effectuera dans la continuité

La loi du Nord

Tant pis pour les pays du Sud qui estiment, non sans raison, qu'il faut en finir avec une pratique qui, envers et contre tout, voit élire un Américain à la Banque mondiale et un Européen au FMI. Ou vice versa. Derrière cette alternance croupion, la démocratie n'a pas voix au chapitre. Pour les Etats-Unis et l'Europe, les institutions finan-

¹ par MAURICE MAGIS, chargé de communication à l'ACJJ – juin 2011.

cières multilatérales dont ils sont les principaux actionnaires, doivent rester une chasse gardée où l'action publique et les sensibilités sociales doivent être soigneusement encadrées. Et, si la situation impose un relatif interventionnisme des Etats dans la sphère financière, il ne s'agit surtout pas d'entrer en contradiction avec les dogmes qui régissent toujours les politiques européennes et nord-américaines. Soit de relever ce formidable défi : sortir en urgence de la dictature des marchés, des agences de notations et des grands actionnaires qui sacralisent la loi du plus fort dans le plus grand mépris des peuples.

Sur le vieux continent, les choses n'en finissent pas d'empirer. Le programme abusivement qualifié de redressement de la Grèce est évidemment un terrible échec. L'Irlande continue à vaciller. Le Portugal est exsangue. L'Espagne vacille de plus belle. La Belgique, parmi d'autres, est à son tour montrée du doigt par les agences de notation. « Dans sa grande sagesse, la zone euro a décidé que les pertes du secteur privé devaient être socialisées...et le fardeau final pris en charge par les contribuables. Ceux-ci vont par conséquent subir d'abord un ralentissement budgétaire, puis des années d'austérité (...) Le problème qu'il y a à transférer le fardeau sur les contribuables est que cela n'a guère de chances de fonctionner. Du fait qu'une proportion toujours plus grande du financement reposera en toute probabilité sur des sources officielles, ces pays finiront en toute probabilité par devoir payer un prix politiquement explosif² », notait voici peu l'économiste américain Martin Wolf.

Crise politique

Mais le futur n'est déjà plus de mise et les prophéties de M. Wolf sont déjà d'une dangereuse actualité. Derrière la crise économique, budgétaire et sociale monte la crise politique. Les pouvoirs publics sont fragilisés par les trains d'austérité. Les populations cherchent à se mettre à l'abri des mesures « rigoureuses » imposées par les créanciers européens et le FMI. Sur fond d'abstention massive, de votes blancs et nuls, on assiste à une montée en puissance de l'extrême droite nationaliste et xénophobe, signe évident d'une rupture consommée entre les citoyens et des élites politiques aussi lointaines que sourdes aux exigences populaires. Comme en Grèce où le gouvernement socialiste a décidé un processus de privatisation massif de 50 milliards d'euros d'ici à 2015. En Belgique, le formateur Elio Di Rupo évoque un « effort » de 15 à 20 milliards dans le même temps. « Faire (enfin) payer les banques » ? La Banque centrale européenne y voit un « scénario catastrophe ».

Des alternatives mûrissent

Une chose est sûre, ce n'est ni au FMI, ni au G8 (ou 20), ni dans les hautes sphères européennes que de telles préoccupations trouveront un écho. Pas plus que la connivence honteuse entre le domaine des affaires et celui des politiques « responsables », entre seigneurs des médias et « élites » intellectuelles si versatiles, toute cette duplicité ne favorise l'émergence d'« autre chose porteur » d'avenir.

Tous contournent la question d'une alternative à la financiarisation de l'économie. La création d'une taxe bancaire, comme palliatif d'une prochaine crise financière, reste dans le domaine de la spéculation intellectuelle en raison du désaccord de plusieurs pays et des banques. Pour être efficace, le rendement d'une telle taxe devrait atteindre 2 à 4% du PIB, selon le FMI lui-même. Mais un montant qui, pour le Fonds, ne devrait en aucun cas aboutir dans les budgets nationaux, l'objet restant la constitution d'un « fonds de résolution des défaillances bancaires. » Soit une réserve où puiser en cas de nouvelle crise bancaire. Ipso facto, les activités à risque ne seraient pas remises en question. Et en ne l'appliquant qu'aux seuls établissements bancaires, les États se priveraient de sanctionner les fonds spéculatifs.

Voici un an, un regroupement d'organisations syndicales, de mouvements écologiques et d'associations a lancé une pétition en faveur d'une telle taxe, à l'échelle mondiale, au bénéfice d'actions contre la pauvreté, les pandémies et le changement climatique. « Chaque jour, 6 000 milliards de dollars s'échangent sur les marchés financiers : même à un faible taux, la taxation de ces transactions dégagerait chaque année des centaines de milliards de revenus à redistribuer et contribuerait à dissuader les comportements les plus spéculatifs », indiquait leur communiqué. Début avril, la Commission de Bruxelles a publié une étude montrant qu'une telle taxe pourrait « générer des revenus substantiels » allant jusqu'à plus de 50 milliards d'euros.

² « La zone euro sans DSK ». *Le Monde* du 24 mai 2011.

Le mouvement disparate des « indignés » qui se manifeste désormais aux quatre coins de l'Europe porte-t-il en germe les prémises d'une alternative politique à la dictature des nantis et de leurs faire-valoir politiques ? Peut-on espérer une jonction avec une gauche et des syndicats largement assimilés à des institutions épuisées ? Nombreux, toujours plus nombreux sont celles et ceux qui veulent une démocratie renouvelée, articulant en des formes opérationnelles organes de représentation et intervention directe des citoyens, dans l'entreprise comme dans le domaine public, une Europe, libérée de la tutelle des marchés ou des banques, des diktats du FMI. Cette « stupidité » comme le disait, il y a huit ans, Romano Prodi, alors président de la Commission européenne. Utopique ? Ou la gauche européenne saura-t-elle mettre en débat une alternative crédible et efficace ?